

CRITIQUE DE LA PLATE-FORME ÉCONOMIQUE DE L'OPPOSITION

La leçon d'octobre 1923¹

Il ne nous semble pas tout à fait superflu de faire aujourd'hui un bilan critique de la discussion *économique* de l'année dernière. Par « bilan », nous voulons dire que nous allons analyser la plate-forme économique de l'opposition, en examinant les erreurs d'ordre général commises par les camarades opposants (erreurs que nous avons déjà signalées dans des articles précédents). Les problèmes spécifiques apparus par la suite, et qui n'ont pas encore été résolus, rendent ce bilan encore plus nécessaire. Par ailleurs, tout le monde doit reconnaître que les opposants du comité central se sont trompés. Rappelons-nous ce qu'ils ont écrit et déclaré alors pour leur propagande.

La fameuse [déclaration des 46](#) disait entre autres :

« La gravité exceptionnelle de la situation nous oblige [...] A vous dire ouvertement que *la poursuite de la politique de la majorité du bureau politique comporte des dangers graves pour tout le parti*. La crise économique et financière survenue à la fin du mois de juillet de l'année en cours — avec toutes ses conséquences politiques, y compris pour la vie interne du parti — *a montré clairement les déficiences de la direction* dans le parti, tant sur le plan économique que dans les rapports au sein du parti.

« Le caractère arbitraire, improvisé et empirique des décisions du comité central *n'a pas donné de résultats satisfaisants dans le domaine économique* et a créé la situation suivante : en dépit de succès indiscutables dans l'industrie, l'agriculture, les finances et les transports (succès remportés à cause du développement spontané de l'économie, et en dépit des défauts de direction, ou plus exactement du manque de toute direction), nous nous trouvons devant la perspective *non seulement de voir s'arrêter nos succès, mais aussi de connaître une grave crise économique générale...*

« Si nous ne prenons pas immédiatement des moyens énergiques, radicaux et planifiés, si l'actuelle absence de direction se prolonge, ce sera la porte ouverte à *un bouleversement économique exceptionnellement grave*, entraînant avec lui *des complications intérieures et la paralysie totale de notre activité et de notre pouvoir de décision sur le plan international*. »

Il n'y a pas eu, comme chacun sait, de « paralysie totale de notre activité et de notre pouvoir de décision ». C'est « exactement le contraire » qui s'est produit dans l'économie, dans le parti et dans notre politique extérieure. Dans l'économie, comme dans les autres secteurs, ce n'est pas la ligne proposée par l'opposition qui nous a valu nos succès. Cependant, nous devons tirer certaines leçons des erreurs de nombreuses personnes qui désiraient pourtant sincèrement, à leur manière, « sauvegarder » notre parti d'une horrible catastrophe. *La leçon d'octobre 1923 doit être soumise à une analyse critique. C'est cette analyse que nous proposons à nos lecteurs.*

I — La dictature du prolétariat et les classes (ligne stratégique fondamentale du prolétariat)

Dans l'écrit du camarade Trotsky sur la « révolution permanente », nous voyons, entre autres choses, comment les rapports de classes se sont modifiés concrètement au cours de notre révolution, et comment la dictature du prolétariat s'est affirmée à la fin. Ce que voulait le camarade Trotsky s'est formellement réalisé. (Mais il n'aurait pu, ni su nous y conduire, car il n'avait pas aperçu les phases intermédiaires du processus. Matériellement, les choses se sont passées d'une autre façon, le camarade Trotsky s'étant trompé sur la nature des rapports entre la classe ouvrière et les paysans sous la dictature du prolétariat. Se reporter à sa théorie de la « catastrophe », etc.)

Nous avons l'ambition de donner ici, ou plutôt d'indiquer, de façon positive la solution générale du problème des classes en période de transition, problème beaucoup moins clair qu'il ne paraît à première vue.

« Dans notre République des soviets, écrivait Lénine, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes : les ouvriers et les paysans, collaboration à laquelle sont également admis aujourd'hui, sous certaines conditions, les "Nepmen", c'est-à-dire la bourgeoisie. Si des désaccords sérieux surgissaient entre ces classes, la scission serait inéluctable. Mais notre régime social ne renferme pas nécessairement les germes d'une pareille scission [...].

« Le sort de notre République dépendra en fin de compte de ceci : la masse paysanne, fidèle à son alliance avec la classe ouvrière, marchera-t-elle avec cette dernière, ou bien laissera-t-elle les "Nepmen", c'est-à-dire la nouvelle bourgeoisie, la désunir, la séparer des ouvriers ? Plus clairement nous apparaîtra cette alternative, plus clairement nos ouvriers et nos paysans s'en rendront compte et plus nous aurons de chances d'éviter la scission qui serait funeste pour la République des soviets². »

Cette citation résume *l'essentiel* du problème que nous devons analyser à fond ou, au moins, dans ses aspects fondamentaux.

Les mots employés dans l'argumentation relative à la *collaboration entre les classes* pourront scandaliser un marxiste venant du monde capitaliste ; d'autant plus que la *bourgeoisie* est incluse dans cette collaboration. Nous en

1 **Notice** : publié dans Le débat soviétique sur la loi de la valeur, François Maspéro, Livres « Critiques de l'économie politique », 1972, pp. 201-240. Source : *Bolchevik*, 15-1-1925. Référence dans la bibliographie de W. Hedeler : n° 1008, 1134, 1135, 1149, 1165, 1270 etc. Écrit fin 1924, édité en 1925 et réédité en 1926. Correction par la MIA d'une citation de Trotsky d'après le texte russe.

2 « [Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne](#) » (23 Janvier 1923), *Œuvres*, Ed. sociales, Paris, 1963, t. 33, p. 499-500.

arriverions à pactiser avec la bourgeoisie ? Quelle horreur inconcevable ! Qu'est devenue alors la lutte des classes ? Et comment arriver à concilier tout cela avec nos principes essentiels ? Que peut signifier cet étrange « passage » de la théorie de la lutte des classes à la théorie (bourgeoise ?) de la collaboration des classes ? Ne serait-ce pas le début de notre « dégénérescence » ?

Si l'on raisonne de cette façon, c'est qu'on n'a pas compris un fait essentiel : que la conquête du pouvoir par une partie du prolétariat s'est *déjà* produite dans notre pays et que, par conséquent, l'on ne peut plus poser les problèmes dans les mêmes termes que pour le prolétariat à l'époque de la société bourgeoise.

La ligne générale du prolétariat en régime capitaliste a pour objectifs la *désintégration* de l'unité sociale, la *division* de la société, la *destruction* de l'Etat.

Mais lorsque le prolétariat a instauré sa dictature, sa ligne générale a été de renforcer l'unité sociale, de lutter *contre* la division de la société, de *consolider* l'Etat (jusqu'à cette phase ultime où commence sa « disparition »).

En régime capitaliste, le but du prolétariat est la *révolution* contre le système établi.

Sous la dictature du prolétariat, la classe ouvrière a pour but *l'évolution* vers le communisme, car l'Etat du prolétariat n'est pas détruit, mais il s'« éteint » de soi-même.

En régime capitaliste, le but du prolétariat est la *guerre* civile dans la société.

Lorsque le prolétariat a établi sa dictature et l'a consolidée, son objectif a été alors la *paix civile* ; et ses *interventions* ont porté *contre* la violation de la paix civile.

Mais si la *dictature du prolétariat* englobe une « collaboration de classes » déterminée (laquelle exprime l'unité sociale), cela ne veut pas dire pour autant que la lutte de classes est terminée absolument. Celle-ci revêt seulement une autre forme et poursuit un développement entièrement différent de celui qu'elle avait en régime capitaliste. (Dans le capitalisme, cette lutte *s'intensifie* jusqu'à la désagrégation de la société tout entière ; tandis que, dans l'évolution vers le socialisme, elle tend à « disparaître » d'elle-même à partir d'un certain moment.)

La *dictature du prolétariat*, ou — ce qui revient au même — la classe prolétarienne organisée en pouvoir d'Etat, se comporte tout autrement que les classes établies sous cette « superstructure politique ».

Nos théoriciens se sont représenté le pouvoir d'Etat du prolétariat comme l'instrument presque exclusif de répression de l'adversaire de classe, comme « l'expédition punitive de la révolution », pour employer une formule de rhétorique. Et c'est compréhensible, puisqu'on ne saurait dévoiler le sens de l'histoire mieux que les créateurs eux-mêmes du communisme scientifique et leur grand continuateur russe. Cependant, en formulant sa thèse sur la collaboration, Lénine avait posé le problème ultérieur concernant la grande complexité des rôles de l'Etat prolétarien, problème qui se ferait jour dans une période qu'on pourrait appeler de « paix civile prolétarienne ». En examinant ce problème, nous comprendrons aisément tous les comportements possibles *des classes les unes vis-à-vis des autres*.

En ce qui concerne les gardes blancs, les propriétaires agricoles bourgeois, leurs résistances et ce qu'il en reste, le rôle de la dictature du prolétariat consiste à réprimer, et seulement à réprimer.

L'attitude du prolétariat et de son pouvoir d'Etat est différente à l'égard de la *nouvelle bourgeoisie*, laquelle, située dans un certain rapport de forces sociales, constitue un moment socialement nécessaire qui remplit — dans une *certaine* mesure, dans *certaines* limites et pour un *certain* temps — un rôle socialement utile ; l'on ne peut pas employer la pure et simple répression avec ce groupe social. Dans ce cas, il y a *collaboration* du prolétariat et lutte de classes dans le domaine de cette collaboration. Quelle est la ligne générale de la classe ouvrière ? Elle consiste à utiliser cette bourgeoisie et à la *dépasser* à partir d'un certain point ; ce dépassement se faisant surtout à travers *l'élimination économique (parallèle)* de ses hommes, de ses institutions et de ses appareils. Le capital privé ne peut pas se confisquer d'un seul coup, dans l'élan de la révolution. Le *dépassement* ne peut s'accomplir qu'au cours d'une lutte économique fondée sur le développement de nos institutions d'Etat et de la coopération ; il faut lui (le capital privé) enlever ses positions par des instruments proprement économiques (en faisant agir également la pression de l'Etat *si c'est nécessaire et où cela est nécessaire*) et *faire place* à des formes d'économie plus avancées. Il faut employer la répression, mais pas comme moyen exclusif. C'est — au fond — une affaire de collaboration et de lutte de classes. C'est par cette lutte qu'on peut arriver (si le socialisme continue de progresser) au dépassement (au travers de l'extirpation, de l'anéantissement) de l'adversaire de classe et de la forme économique qu'il représente. A la fin, nous obligerons les Nepmen à baisser pavillon.

La dictature du prolétariat (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) médiatise ces genres de rapports. Mais qu'il soit possible de collaborer avec les Nepmen dans la société ne veut aucunement dire que le pouvoir d'Etat ne soit pas prolétarien ; celui-ci est seulement réuni aux Nepmen. Toute société à peu près stable — hormis la société communiste — est une « unité des opposés », c'est-à-dire l'unité des différentes classes. Mais cela ne veut pas dire non plus que le pouvoir d'Etat soit un pouvoir de coalition de toute la société, un pouvoir de tout le peuple auquel participeraient toutes les classes sociales. C'est sur cette grossière confusion que sont fondés les raisonnements de MM. Otto Bauer et compagnie.

Sous la dictature du prolétariat, un rapport différent s'établit entre la classe ouvrière et les paysans. Y a-t-il répression dans ce cas ? Certainement oui, quoique dans une moindre mesure. (Notons, au passage, que la coercition peut aussi s'exercer contre le prolétariat ; il s'agit des situations où l'avant-garde fait pression sur l'arrière-garde.) La collaboration se manifeste-t-elle là aussi ? Oui, mais dans une beaucoup plus large mesure, car les divergences et heurts de classes sont beaucoup moins importants. Dans ce cas-là, et à condition que le socialisme s'affirme, la tendance générale est au dépassement des formes économiques et des types de classes. Mais « dépassement » ne signifie pas ici écrasement, anéantissement, mais transformation progressive de l'économie individuelle et de l'individualisme social.

Le pouvoir d'Etat du prolétariat médiatise également cette forme de collaboration. Mais cela ne l'empêche pas de rester un pouvoir prolétarien qui s'appuie sur les paysans et les *dirige*.

Nous avons ainsi différentes formes de rapports :

- a) la répression ;
- b) la collaboration et la lutte ; le dépassement allié à écrasement ;
- c) une plus grande collaboration et moins de lutte ; c'est le dépassement par la *transformation*, au lieu de l'écrasement.

Ce tableau est évidemment très schématique. Il postule, par exemple, le développement continu vers le socialisme. Mais si ce développement ne se fait pas (mais le problème est résolu dans la politique concrète, dans la lutte concrète, dans la ligne concrète du parti et de la classe ouvrière), la séparation de la classe ouvrière et des paysans permettrait à la bourgeoisie de manœuvrer les paysans contre le prolétariat. La « collaboration » se faisant sous l'égide du prolétariat s'effondrerait et la dictature du prolétariat serait détruite. Il peut arriver également que le bloc ouvrier-paysan soit exposé de temps en temps à des crises graves, mais qu'il puisse conserver sa ligne générale, renforcer son unité, et que la bourgeoisie soit obligée de reculer. Quoi qu'il en soit, la ligne pour laquelle nous devons lutter est celle du bloc ouvrier-paysan placé sous l'hégémonie de la classe ouvrière, force principale et directrice du bloc. C'est cette lutte qui montrera quelle solution *réelle*, quelle branche du « dilemme » léniniste, sera appliquée effectivement.

Examinons à présent d'un autre point de vue le problème des rapports ouvriers-paysans.

Dans le système capitaliste, la classe dominante était la bourgeoisie. Pendant un certain temps (autrement dit, tant qu'elle jouait un rôle historiquement progressif), la bourgeoisie était vraiment « le représentant de la nation ». Lorsqu'elle analyse l'« ordre social » de la société capitaliste, la sociologie bourgeoise présente la bourgeoisie comme la force agissante de *toute* la société, et cette affirmation présente une certaine part de vérité. L'erreur et le mensonge ne commencent que lorsque les théoriciens du capitalisme se mettent à dissimuler le *caractère de classe* de la « hiérarchie », lorsqu'ils prétendent hypocritement que « chaque ouvrier » peut devenir capitaliste, et passent sous silence ce fait essentiel que dans le capitalisme la classe ouvrière en sa totalité reste condamnée à l'état d'esclave salarié et ne peut surmonter cet état sans un changement total du système capitaliste.

Sous le régime de la dictature du prolétariat, les rapports sont radicalement différents. La classe ouvrière et les paysans sont deux classes distinctes. La classe ouvrière dirige la société tout entière, mais dans l'intention *d'élever les paysans* à son propre niveau *en les transformant*. Les paysans ne sont nullement condamnés à leur condition « paysanne ». Au contraire, *si* nous progressons, ils se trouveront de plus en plus liés à la vie commune coopérative et abandonneront leur petit jardin individualiste. Le rapport entre la bourgeoisie dominante et le prolétariat doit *se creuser* encore davantage : c'est la ligne fondamentale du capitalisme. Et le rapport entre le prolétariat *dominant* et la classe paysanne *dominée* doit se faire en sens *contraire*, malgré les théories du camarade Trotsky.

L'opposition de classe entre le prolétariat et les paysans ne pourra plus se justifier à partir d'un certain moment : les paysans deviendront de plus en plus marginaux, résiduels, formant l'arrière-garde des travailleurs de la société socialiste, l'arrière-garde des travailleurs « en général ».

Ce serait une sotte illusion et la négation romantique du marxisme que de vouloir transporter en bloc ce *futur* dans le *présent* et d'oublier que règnent encore aujourd'hui la lutte des classes, le rapport tendu entre ouvriers et paysans, les différences parmi les paysans eux-mêmes, etc. Mais perdre de vue nos perspectives fondamentales serait également la négation du marxisme et du léninisme. Le problème est complexe et difficile parce que le développement concret est extrêmement contradictoire. Il s'agit justement de savoir se montrer à la hauteur de la réalité concrète en toute occasion et d'appliquer la ligne *particulière* déterminée par la forme même du problème et par le plan stratégique du parti prolétarien dominant. Voici comment, en avril 1922, Lénine a défini notre ligne générale :

« L'essentiel aujourd'hui, c'est d'avancer avec une masse infiniment *plus grande et plus puissante, avec la paysannerie et pas autrement*, en lui montrant par les actes, par la pratique, par expérience, que nous apprenons et finirons par apprendre à l'aider, à la conduire en avant... »

« Si dans notre parti des voix s'élèvent contre ce *mouvement archi-lent et archi-prudent*, elles resteront solitaires³. »

3 Lénine, « [Discours de clôture du XI^e Congrès du parti](#) » (2 avril 1922), Ed. sociales, Paris, 1963, t. 33, p. 331.

II — Le problème de l'alliance économique et considération générale du problème par une partie de l'opposition — ce qu'on appelle la « dictature de l'industrie »

« La politique est l'expression condensée de l'économie. » L'analyse que nous avons menée au sujet des relations de classes concerne également les formes économiques correspondantes, qui déterminent à leur tour l'aspect social des classes avec tous leurs caractères propres.

Il faut comprendre une fois pour toutes que nous possédons aujourd'hui un certain « complexe » économique, existant objectivement, qui s'appelle l'« économie nationale ». Ses éléments sont contradictoires et elle présente de nombreux antagonismes. Ces derniers sont calqués sur les antagonismes existants entre les forces de classes, dont nous avons déjà examiné les rapports mutuels. Mais il y a en même temps *interdépendance*, « collaboration », entre les différents éléments. En d'autres termes, ces éléments sont partie intégrante du groupe social, bien que dans une situation de conflits réciproques. La lutte de classes, la collaboration de classes et les blocs apparaissent aujourd'hui comme une lutte entre les diverses formes économiques des groupes sociaux. L'impact de *l'économie paysanne* sur l'économie générale du pays se traduit par l'importance sociale des paysans, bien que ce ne soit pas « en proportion directe » (car les paysans sont disséminés dans des propriétés isolées, à cause de leur structure sociale particulière). L'industrie prolétarienne ne peut jouer un rôle économique prépondérant que si elle s'appuie sur le *marché paysan*. Le processus d'accumulation de l'industrie socialiste ne peut se poursuivre durablement *sans l'accumulation de l'économie paysanne*. Elles dépendent l'une de l'autre. Le problème fondamental de notre système économique est précisément celui d'une *plus rapide fécondation réciproque entre ces deux éléments décisifs de notre économie*. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on a toujours échoué lorsqu'on a essayé de résoudre les problèmes isolément, en ne s'occupant que d'une *seule sphère* de l'économie. Les principaux problèmes économiques *débordent inévitablement les limites de la sphère industrielle*. De la même façon que les problèmes fondamentaux et décisifs de notre politique doivent être résolus par le prolétariat, mais ne sont pas des problèmes « intérieurs au prolétariat », de même les problèmes économiques décisifs dépendent des rapports entre l'économie urbaine et l'économie paysanne. Le problème du bloc ouvrier-paysan coïncide par conséquent avec le problème de *l'alliance économique* entre l'industrie d'Etat socialiste et les innombrables exploitations paysannes.

« On ne doit pas oublier que la nouvelle politique économique a pour tâche — tâche majeure décisive et commandant toutes les autres — d'établir une alliance entre la nouvelle économie que nous avons commencé d'édifier [...] et l'économie paysanne pratiquée par des millions et des millions de paysans. Cette alliance n'existait pas, et nous devons avant tout la créer. Tout doit être subordonné à cet objectif⁴ »

Ces mots ont été prononcés par Lénine au XI^e Congrès du parti. Nous devons prouver au paysan que nous savons l'aider.

« Ou bien nous le prouverons, ou bien il [le paysan] nous enverra promener à tous les diables. Cela est absolument certain [...]. Il ne faut pas l'oublier et, bien qu'ayant reçu son crédit [celui du paysan], nous devons nous dépêcher. On ne doit pas oublier que le moment approche où les paysans de notre pays cesseront de nous faire crédit, où ils demanderont, pour employer la terminologie commerciale, à être payés comptant⁵. »

De là le mot d'ordre « apprendre à commercer » ; parce que le commerce est le chemin qui mène à « l'alliance », à l'union entre la nouvelle économie de la ville et l'économie paysanne. Et lorsqu'en 1923 les échanges de produits entre la ville et la campagne s'arrêtèrent, il se produisit une *crise de l'alliance*.

Comment les camarades de l'opposition ont-ils affronté ce problème ? Comment ont-ils prétendu résoudre ce problème ardu du moment ? Dans quel sens sont-ils allés ? Et où ont-ils été chercher la solution ?

Voyons comment *les économistes de l'opposition* répondent à ces questions dans la résolution qu'ils ont présentée à l'assemblée du parti à Moscou :

« Il ne suffit pas de poser le problème, important et décisif, de l'alliance entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne ; Il faut encore expliquer pourquoi cette alliance n'a pas progressé au cours de cette période, tandis que l'alliance des paysans avec l'industrie artisanale privée et le capital commercial privé s'est développée avec un plus grand succès. La cause est à chercher dans *l'absence de plan de coordination des activités de tous les secteurs de l'économie d'Etat*⁶ », etc.

A la XIII^e Conférence du parti, le camarade [Piatakov](#), voulant préciser que le plan se référait *uniquement* au secteur d'Etat, déclara que *deux* problèmes fondamentaux se posaient à nous : « comment diriger l'économie d'Etat » et « comment appliquer le plan ».

« Si nous ne mettons pas énergiquement au premier plan *ces deux* problèmes, déclarait-il, nous ne pourrions pas résoudre la

4 Lénine, « [Rapport politique du comité central du Parti communiste \(bolchevique\) de Russie](#) », (27 mars 1922), *Œuvres*, Ed. sociales, Paris, 1963, t. 33, p. 274.

5 Lénine, op. cit., Ed. sociales, t. 33, p. 275.

6 La *Pravda* du 1^{er} janvier 1924.

question de l'alliance⁷. »

Dans sa [première lettre aux membres du comité central et de la C.C.C. du 8 octobre 1923](#), le camarade Trotsky définit dans ces termes le « contenu économique réel » du mot d'ordre de l'alliance :

« économie planifiée, concentration rigoureuse de l'industrie, baisse rigoureuse des frais généraux de l'Industrie et du Commerce »

Au XII^e Congrès du parti, au cours duquel le camarade Trotsky présenta un projet relatif au problème de l'industrie, une violente discussion s'éleva au sujet d'un paragraphe supplémentaire traitant de la signification de l'économie paysanne, le camarade Trotsky objecta que, malgré son opportunité intrinsèque, ce paragraphe ne pouvait être inséré dans un rapport sur l'industrie. Ce n'est qu'après de longues discussions et devant l'insistance de la majorité des membres du comité central que l'on inséra tout de même le paragraphe en question.

Que veulent prouver ces citations et ces faits ? Tous nos camarades admettent en théorie le rôle important joué par l'économie paysanne. Mais, *de fait*, ils n'analysent pas le problème à fond ; c'est là la cause de presque toutes les erreurs de l'ex-opposition.

N'est-il pas maintenant évident que les opposants du comité central cherchaient la solution du problème en se maintenant dans les limites de l'économie d'Etat ?

Leur argumentation ne démontre-t-elle pas qu'ils pensaient pouvoir « résoudre » le problème de l'alliance « à partir » de *l'industrie* exclusivement ?

N'est-il pas également évident qu'ils concevaient le problème de l'industrie *isolément*, en la coupant de l'économie paysanne ?

N'est-il pas non plus évident qu'ils surestimaient « le contenu économique réel » de ce mot d'ordre ?

En quoi a consisté la « rupture de l'alliance » entre la ville et la campagne ? *Les prix élevés* des produits industriels ; le contraste entre les prix et *la faculté d'absorption du marché intérieur paysan* ; la dévaluation de la monnaie dans des conditions de développement des relations marchandes ; l'effondrement de l'appui monétaire (*condition de la circulation des produits en général*, et entre la ville et la campagne en particulier) ; l'impossibilité, ou l'extrême difficulté, de *l'accumulation* dans l'économie paysanne (impossibilité de *vendre, d'acheter*, d'accumuler sous forme monétaire) : Voilà le tableau de la rupture complète de l'alliance.

L'on ne comprendra rien à *l'essence* du problème si l'on s'obstine à chercher sa solution *dans de pareilles conditions* (alliance dans le secteur d'Etat ou — de façon plus restreinte encore — dans le secteur de l'industrie).

On peut formuler de la manière suivante la divergence des positions entre le comité central du parti et l'opposition :

Position du comité central : La difficulté porte sur *le rapport* entre l'industrie d'Etat et l'agriculture, c'est-à-dire *surtout* sur la sphère des *échanges* (prix exorbitants, agonie du Sovznak⁸). Là est le nœud du problème. Ce n'est qu'en libérant les échanges que nous pourrions assainir la production d'Etat (en imposant une réduction des coûts, en organisant rationnellement la production, etc.) et que « l'alliance » entre la ville et la campagne sera réactivée.

Position de l'opposition : La difficulté porte sur l'absence de plan ; c'est un problème de planification d'Etat. C'est là l'essence du problème. C'est en relevant l'industrie grâce au « plan d'Etat » que le problème de l'alliance sera résolu.

L'on voit ainsi que le comité central part de l'échange (monnaie, prix, commerce) pour arriver à la production, tandis que l'opposition (que ce mot rend un son marxiste !) part de la production (plan rationnel) pour arriver aux échanges.

Il ne faut pas prendre au pied de la lettre ces divergences. Nous n'examinons ce problème que dans ce qu'il a de *central*. Cette réserve étant faite, nous maintenons que notre position est la seule correcte.

Si les choses sont bien ainsi — et cela ne fait aucun doute —, les lecteurs se rendront compte de la singulière logique que présentent les « erreurs de l'opposition » : les camarades opposants s'obstinent à « sous-estimer les paysans », à les nier théoriquement.

Ce vice de forme se manifeste également dans l'image qu'ils se font de la « dictature de l'industrie » défendue par le camarade Trotsky.

« Au sein du complexe étatique, écrivait le camarade Trotsky, la « dictature » doit appartenir non pas aux finances, mais à l'industrie. Le mot « dictature » — je l'ai indiqué — a ici un sens très restreint et très conditionnel ; il correspond à la dictature à laquelle prétendaient les finances. En d'autres termes, non seulement le commerce extérieur, mais aussi le rétablissement d'une monnaie stable doivent être rigoureusement subordonnés aux intérêts de l'industrie étatique. Il va de

7 XIII^e Conférence du parti, éd. Krasnaja, nov. 1924, p. 23.

8 Billet à ordre émis en 1919 en Russie soviétique et utilisé comme monnaie de facto jusqu'en 1924. (Note de la MIA)

soi, poursuivait le camarade Trotsky en réponse aux critiques, que cela n'est nullement dirigé contre la « soudure », c'est-à-dire contre les rapports rationnels entre le complexe étatique tout entier et l'économie paysanne. Au contraire, ce n'est que de cette façon que l'on arrivera progressivement à réaliser cette « soudure » qui, jusqu'à présent, n'est encore qu'un mot⁹. »

Le camarade Trotsky insiste bien sur le fait qu'il n'est pas partisan du développement accéléré de l'accumulation industrielle.

Cela est absolument certain. Trotsky n'a pas maintenu cette position ; d'autres l'ont fait pour lui. Mais ces « autres » ont montré, à notre avis, une cohésion plus ferme. Les conclusions auxquelles parvient le camarade Trotsky ne se dégagent pas de la thèse de la « dictature de l'industrie » telle que Trotsky l'a définie dans *Cours nouveau*.

Examinons à présent comment le camarade Trotsky définit les rapports entre le commissariat du peuple aux finances (Narkomfin) et l'industrie d'Etat. Il défend nettement la dictature de l'industrie au regard de Narkomfin. Essayons de comprendre ce que cela veut dire. Notre Narkomfin ne peut pas être comparé au ministère des Finances des Etats bourgeois. La structure de notre budget d'Etat est radicalement, et dans son principe même, différente de celle d'un Etat bourgeois, de même « que notre « gestion d'Etat » diffère par principe de la « gestion d'Etat » de la « science financière » classique de n'importe quelle université bourgeoise. Sont également compris là-dedans la grande industrie, les transports, le commerce, les économies communales, etc., en un mot une partie considérable de l'« économie nationale ». *Pareille* opposition entre les « intérêts de l'économie nationale » et les « intérêts du fisc » n'a donc aucune raison d'être (nous ne parlons pas du caractère de classe du budget, qui est évident).

Que signifie alors l'affirmation du camarade Trotsky ?

Premièrement, il pense à tort que le Narkomfin constitue un secteur du « complexe étatique », comme les transports, etc.

Deuxièmement, le camarade Trotsky ne voit pas que le Narkomfin embrasse dans son activité *non seulement l'industrie d'Etat tout entière, non seulement le domaine complet de l'économie d'Etat, mais qu'il comprend aussi intégralement la sphère de l'économie privée* (quoique « d'une autre manière »).

Troisièmement, le camarade Trotsky ne tient pas compte de ce que la répartition des ressources financières entre les différents secteurs de l'économie nationale (budget) — comme, par exemple, la concession de crédits (par la Gosbank indirectement) — s'effectue à travers le Narkomfin, c'est-à-dire que, de cette façon (grâce aux directives du S.T.O. — Conseil du travail et de la défense — et des autres organismes), la *coordination* effective des différentes sphères de l'économie nationale (et pas seulement de l'industrie) peut être obtenue.

Quatrièmement, le camarade Trotsky sous-estime le fait que le système monétaire — prémisses élémentaires de tout le complexe des relations marchandes, affectant tous les secteurs de l'économie nationale —, le système de crédit et les banques sont en relation directe avec le Narkomfin.

C'est ne rien comprendre aux liens réels existant entre l'industrie et la sphère économique extra-étatique (en premier lieu l'économie paysanne) que prétendre à la nécessité d'une dictature de l'industrie *sur* le Narkomfin.

L'argumentation du camarade Trotsky a propos de la monnaie (comme clé du problème monétaire) illustre de façon extrêmement claire le caractère rationnel et abstrait de sa position sur le problème.

Il est clair que tout « se subordonne » finalement au développement de la grande industrie, car celle-ci constitue la base du socialisme, son activateur le plus puissant, etc. Mais ce n'est pas la confirmation de ce principe élémentaire de politique économique qui nous intéresse ici. L'important est que dans une situation donnée, dans des conditions concrètes, le système monétaire puisse devenir un « anneau coordinateur ». Et tout le reste doit être « soumis » à ce problème. Mais nous traiterons ailleurs cet autre aspect.

L'erreur fondamentale, l'erreur « méthodologique » des économistes-théoriciens de l'opposition est fort claire à présent : ces économistes traitent l'industrie « isolément », sans apercevoir le « noyau » du problème. A partir de là, ils ne sont pas capables de proposer un système de mesures adéquates, car leur regard n'est pas tourné dans la bonne direction.

Il est important de noter que cette erreur reproduit littéralement l'erreur de Trotsky, de Préobrajenski et autres au sujet des syndicats. Quelle était alors notre façon de penser ?

La N.E.P. est la libéralisation de l'économie, etc. ; elle est, par conséquent, un élément positif, parfaitement recevable. Mais quelle relation entretient-elle avec les syndicats ? Quel est son rapport avec l'industrie d'Etat ? Ceci est un « problème spécifique » — de la même façon qu'au XII^e Congrès la « spécificité du problème » de l'industrie tenait lieu, pour Trotsky, d'argument contre l'insertion du paragraphe relatif au rôle de l'économie paysanne.

C'est ainsi que l'on voyait les choses à l'époque ; on raisonnait en éclectiques, sans comprendre à quel point les

9 L. Trotsky, « *Cours nouveau* », publié dans la *Pravda* des 28 et 29 décembre 1923 ; cf. *De la révolution*, éd. de Minuit, Paris, 1963, p. 80.

grands problèmes du moment étaient liés les uns aux autres.

La même erreur a été commise à nouveau l'année dernière : l'on a voulu faire du problème industriel une analyse isolée, l'étudier en laboratoire. On peut aisément comprendre que cette méthode provient de la méconnaissance du rôle joué par l'économie paysanne, en dépit des dénégations de leurs auteurs. La suite de notre exposé va le confirmer.

III — Le problème du « plan »

Le problème du plan, nous l'avons vu, a joué un rôle exceptionnellement important au cours de la discussion. L'opposition voyait dans le « plan », dans le « principe du plan », dans le « plan opérationnel », etc., la panacée contre toutes les difficultés économiques.

Faut-il rappeler qu'aucun des participants à la discussion ne se déclara contre l'économie planifiée ni contre le plan en général ? Il y avait un an déjà que l'on avait dépassé une position si infantile, si primitive, celle qui aurait voulu que le parti discutât de « l'utilité du verre ». Le problème n'était pas là, mais de savoir *comment* s'approcher — fût-ce de très peu, mais de s'approcher *concrètement* — de cette économie planifiée qui s'appelle le « socialisme ».

Il conviendrait de se rappeler encore une fois quelle était *la* situation, quelle était la « conjoncture économique » *concrète*, au sens le plus large du terme.

Le fait décisif était la rupture presque complète de l'alliance entre l'industrie et l'économie paysanne. L'échange entre la ville et la campagne s'était avéré irréalisable et sans avenir. Le paysan ne pouvait pas développer son exploitation, puisqu'il ne se sentait pas intéressé à l'accroissement de la partie marchande de la production ; les prix des produits agricoles étaient extrêmement bas, et vendre n'offrait donc aucun avantage ; les prix des produits industriels étaient très élevés, ce qui rendait les achats impossibles. Les ventes par commission d'échange de produits industriels ne présentaient non plus aucun intérêt. Cette situation se voyait, en outre, aggravée par l'effondrement catastrophique de la monnaie, du Sovznak, qu'il devenait très dangereux d'accumuler, car son pouvoir d'achat diminuait de jour en jour, et même d'heure en heure. En même temps que s'était interrompue l'« accumulation » monétaire, ainsi que le processus d'accumulation réelle, les obstacles à l'expansion marchande avaient considérablement augmenté. Il était impossible d'établir un « plan » *individuel* de production agricole, même limité, car les éléments économiques les plus élémentaires faisaient défaut, sans parler des impôts, etc.

Telle était, en gros, la situation de l'économie paysanne.

Que s'est-il passé dans l'industrie ? Avant tout, le commerce était impraticable. L'industrie s'engageait dans une impasse, trébuchant sur l'insurmontable obstacle de la débilite du marché intérieur paysan. La vente au comptant des produits s'était arrêtée ; par conséquent, la reproduction et l'accumulation également. La chute de la monnaie, le nombre infini des « indices », les efforts désespérés tentés pour résoudre le problème de la quadrature du cercle (c'est-à-dire d'obtenir des indices précis au milieu du déséquilibre général des facteurs économiques) rendaient impossibles tout calcul exact, toute comptabilité, toute estimation des coûts et des budgets, etc. L'on manquait des instruments les plus élémentaires pour élaborer le plan le plus élémentaire ; encore ne s'agissait-il que des exploitations agricoles, des trusts, des unités de production de base.

L'on était ainsi arrivé à la rupture complète de la ligne fondamentale de l'alliance entre les deux principaux secteurs de l'économie. N'importe quelle cellule de production — que ce fût dans le domaine agricole ou dans celui de l'industrie d'Etat — était dépourvue des bases les plus simples pour établir un « plan » d'économie marchande, étant donné que la monnaie soviétique était à l'agonie.

Comment, *dans de telles conditions*, les camarades de l'opposition pouvaient-ils proposer l'adoption de l'économie planifiée ?

Dans son rapport à la XIII^e Conférence du parti, le camarade [Piatakov](#) déclarait :

« Si nous osons affronter le problème de l'économie planifiée dans le sens suggéré par le camarade [Rykov](#), c'est-à-dire si nous prétendons tracer un plan pour *toute* l'économie de l'Union, y compris l'économie paysanne, nous devons alors nous borner à constater qu'en ce moment-ci, étant donné les dimensions gigantesques de l'économie paysanne, un plan *de ce type* est irréalisable [...]. Quand nous parlons de plan et de gestion de l'économie, c'est le problème de la direction de l'économie *d'Etat* qui se pose à nous d'abord et avant tout, et de savoir comment lui apporter la conscience et la cohésion, autrement dit une méthode planifiée. » (*Protocoles*, p. 20.)

« Et voici le deuxième problème : si nous voulons édifier un système de direction de l'économie d'Etat (je précise : il s'agit de l'économie d'Etat tout entière, c'est-à-dire de cette partie de l'économie nationale qui est la propriété de l'Etat prolétarien, hormis les secteurs paysan et privé), il est absolument évident que nous devons affronter notre économie munis d'un plan de travail. » (*Protocoles*, p. 22.)

Nous ne pouvons passer sous silence ces déclarations apparemment innocentes. L'on dirait qu'elles renferment la quintessence de la sagesse marxiste en matière de planification, alors que si nous les considérons avec plus d'attention elles nous montrent leur caractère *unilatéral*, leur absence de dialectique, leur stérilité et leur caractère « contestable »

dans la pratique.

Le camarade Piatakov ironise sur les propositions d'un plan embrassant *toute* l'économie nationale. Son ironie ne toucherait juste que si « le plan » coïncidait avec l'idée « pure » du plan. Mais ce plan *idéal* s'avère irréalisable, même en ce qui concerne l'industrie, quoi qu'on tienne cette dernière pour « autosuffisante », c'est-à-dire *en marge* de toute relation avec la sphère de l'économie privée. Nous pourrions obtenir, dans ce cas, un certain niveau de rationalisation et de conscience dans le processus économique. Mais les rapports *entre* l'économie paysanne et l'économie d'Etat sont-ils possibles *en dehors* de ce mouvement ? Il suffit de le poser pour se rendre compte que ce problème *est lui aussi inclus* dès maintenant dans le problème du « plan ». Plus précisément : peut-on mettre sur pied un plan économique sans tenir compte des impôts ? Et peut-on tenir compte des impôts sans faire une estimation (même approximative) de la récolte ? Peut-on élaborer un plan pour *l'industrie* sans tenir compte de la faculté d'absorption du marché paysan ? Et les capacités du marché paysan ne sont-elles pas en étroite relation avec la question des prix ? etc.

A la différence du camarade Piatakov, le camarade Trotsky *a failli* réussir à poser le problème correctement. Mais ce fut pour s'en éloigner aussitôt. Dans *Cours nouveau*, il écrivait :

« Evidemment, il est impossible à l'avance de tenir exactement compte du marché paysan [...]. Des erreurs d'appréciation sont inévitables, ne serait-ce que par suite de la variabilité de la récolte. Les erreurs se manifesteront par le marché, sous forme d'insuffisance de produits, d'à-coups, de crises. Néanmoins, il est clair que ces crises seront d'autant moins aiguës et prolongées que *l'application du plan sera plus sérieuse dans toutes les branches de l'économie étatique.* »¹⁰

Le camarade Trotsky posait le problème des « erreurs d'appréciation » dans le calcul (lui aussi « planifié » ! Rendez-vous compte, camarades !) des *rapports* entre la ville et la campagne, mais pour revenir immédiatement après à l'étude séparée des différentes branches de l'économie, prises « isolément ».

Cette position esquive le problème *fondamental* de notre économie et de notre direction *planifiée* (pas dans un sens absolu, idéal, mais très concrètement, très pratiquement). Examinons le tracé de notre « plan », bien qu'il ne s'applique qu'à l'industrie d'Etat. Qu'est-ce qu'un plan ? Selon Trotsky, le plan consiste dans la « coordination permanente » des différents secteurs de la production. Cela veut dire, en langage économique, « l'annulation des disproportions » ou de « l'anarchie ». Il n'y eut que [Tougan-Baranovsky](#) et ses défenseurs pour ne pas comprendre que la « coordination » avec le *consommateur* (c'est-à-dire, dans le cas présent, avec la totalité du marché agricole) était comprise dans le concept de proportionnalité. D'après Trotsky, les erreurs d'appréciation se rapportant au marché agricole n'ont pas grande importance, puisque les rapports entre les différents secteurs de l'« économie étatique » sont les seuls fondamentaux. En réalité, cette *relation* elle-même (cette « coordination ») au sein de l'industrie étatique *est déterminée par la relation avec le marché paysan*. Un « plan » qui néglige *cette relation* n'est pas un plan, étant donné qu'elle forme *la base* du plan lui-même. Il nous faut méditer profondément ce point et le comprendre une fois pour toutes.

Toutefois, ce n'est pas « la coordination » plus « perfectionnée » entre les branches de notre industrie qui nous mettra à l'abri des très graves perturbations que pourraient entraîner, de notre part, des erreurs dans le calcul de la relation *fondamentale* entre l'industrie étatique et l'économie paysanne.

Dans son livre *L'Economie et les prix*, le théoricien bourgeois bien connu [P. D. Struve](#) a fait allusion à un « dualisme » essentiel de l'économie ; d'après lui, deux « principes » sont nécessairement à la base de *tout* système économique : le principe de *spontanéité* et le principe de *conscience* (« plan », « rationalisation »). P. D. Struve pense que la rationalisation intégrale de l'économie, autrement dit le socialisme, est une chose *irréalisable*. Nous ne sommes pas du même avis ; mais faisons aussi remarquer que la rationalisation est un *processus*, que « le principe du plan » *est un développement*. Dans un certain sens, toutes nos interventions d'Etat sur le cours spontané de la vie économique sont des ébauches de ce principe rationnel, des commencements de « plan ». Le problème est de savoir avancer en contribuant réellement au développement des facteurs rationnels de l'économie sociale. Il existe différentes façons d'intervenir : l'une est la régulation de la petite bourgeoisie agricole (elle est *très faible*, c'est la seule possible actuellement) ; l'autre peut être la prévision statique de la récolte en vue de fixer les impôts ; une troisième forme d'intervention serait l'établissement de programmes de production plus ou moins exacts pour l'industrie étatique, etc. Le problème du « plan » est donc un problème très complexe. Malgré cela, nous pensons que l'un des problèmes inhérents à la construction du plan est *l'estimation du marché agricole*.

Devant cet état de choses, il faut se demander ceci : la *relation* entre la ville et la campagne, ou — plus concrètement — *le processus des échanges et les conditions dans lesquelles il s'effectue*, celui-ci peut-il devenir le « chaînon » léniniste déterminant, le problème qui *englobe* (relativement parlant, bien entendu) tous les autres ?

Cette situation peut fort bien se produire ; ce fut celle de l'automne 1923. Là était le « nœud » de notre vie économique et c'est là qu'il fallait se tourner pour trouver le remède à la maladie.

Que les théoriciens de l'opposition aient eu, à l'occasion, une conscience vague de ce problème, c'est ce qui ressort par exemple, de cet extrait de leurs conclusions (la [Pravda](#) de janvier 1924) :

¹⁰ L. Trotsky, *Cours nouveau*, op.cit., Editions de Minuit, p. 79

« Si le développement de l'industrie étatique se déroule spontanément, c'est-à-dire sans synchronie avec le développement de l'agriculture, cela provient de l'absence de plan et de direction. »

« Absence » est peut-être un terme exagéré. Cependant, personne ne peut nier que des erreurs d'appréciation et de grosses fautes de direction aient été commises. Mais *où, à quel niveau* ont-elles été commises ? Tout le problème est là.

Répondre à cette question n'était pas chose facile ; quand l'opposition disait : plan, plan encore et toujours, plan étatique, la majorité du parti rétorquait que l'erreur fondamentale est *la mauvaise politique des prix et l'absence de monnaie stable* ; ce sont les points qu'il faut toucher si l'on veut modifier l'alliance et l'améliorer ; c'est ainsi qu'on obtiendra *un progrès réel vers le plan*.

Nous étudierons plus loin ces questions avec attention et nous nous contenterons de citer ici un autre passage où les économistes de l'opposition trahissent leur erreur :

« Le projet [il s'agit du projet proposé par le bureau politique du comité central] subordonne la direction planifiée à la stabilité de la monnaie, et explique le retard dans l'application des décisions du XII^e Congrès en arguant qu'il serait nécessaire de procéder à une réforme monétaire *préliminaire*. Ces vues sont dangereuses autant que fausses, parce que la stabilité réelle des échanges monétaires est une chose *inconcevable* en dehors d'une coordination générale et permanente des finances avec les autres éléments du système économique d'Etat. »

Curieuse façon de concevoir la « direction planifiée ». Tout d'abord, il n'y en a pas ; ensuite, elle apparaît soudain comme un *deus ex machina*. Il n'y a pas de transition. Cette conception est absolue, catégorique, « rigide ». Mais n'oublions pas que les théories se vérifient dans la réalité. Comment s'est faite cette vérification ?

Les propositions de « planification » de l'opposition n'ont pas été acceptées. Un autre « plan » a été approuvé. Que s'est-il passé ensuite ? La situation générale de notre économie s'est améliorée et la monnaie s'est consolidée, autrement dit l'on a obtenu « une stabilité réelle de la circulation monétaire ».

Cela ne semblerait-il pas utopique, « inconcevable » ? L'« inconcevable » aurait été, au contraire, d'approuver les thèses de l'opposition. La « stabilité de la circulation monétaire » rend très instable la plate-forme économique de l'opposition et la met au pied du mur.

En épigraphe aux débats de l'opposition sur le plan, nous pourrions placer ce passage de Lénine :

« L'on ne sait pas poser le problème et l'on remplace l'œuvre à entreprendre par des projets intellectuels et administratifs. Nous avons eu et avons encore des plans d'approvisionnement et des plans de ravitaillement en combustible toujours en vigueur. Nous avons commis une erreur évidente dans les uns et les autres. Nous ne pouvons soutenir qu'une opinion à ce sujet. Au lieu de bâtir d'inutiles théories, l'économiste sérieux se consacrera à l'étude des faits, des chiffres, des données et analysera notre expérience concrète. Ensuite, il pourra dire où se trouve l'erreur et comment y remédier. En tenant compte de cette analyse, l'administrateur consciencieux proposera alors ou procédera lui-même au remplacement du personnel, il modifiera la comptabilité, réorganisera l'appareil, etc. Dans notre pays n'existe aucun projet sérieux et concret en vue d'un plan économique unique. »

Le camarade Lénine écrit dans un autre texte (« Lettre au camarade [Krijanovski](#) ») :

« M. n'écrit que des sottises au sujet du plan. *Le péril majeur* est que le plan d'économie étatique risque de bureaucratiser le problème. M. ne se rend pas compte de ce grave danger. D'un autre point de vue, j'ai peur que vous ne vous en rendiez pas compte, vous non plus... Nous sommes pauvres, affamés, abattus. Un véritable plan, complet et intégral, est pour nous, aujourd'hui, une « utopie bureaucratique ». N'y pensez donc plus¹¹. »

Nous devons nous rappeler ces paroles en ce moment afin d'éviter le « grave danger » dont il est parlé.

IV — La politique des prix

Nous venons de voir comment l'industrie avait rencontré un marché intérieur débile, surtout le marché paysan. (L'autre problème, celui des prix agricoles et de l'exportation de blé comme moyen de « guérison » est compris dans le premier, sans qu'il soit besoin de l'analyser davantage.) *Il fallait donc analyser « en premier lieu » le rapport existant entre les prix réels et les exigences concrètes du développement industriel.* Au cours de la discussion sur la nature de la crise, certains camarades ont violemment critiqué la thèse de la « crise de surproduction ». Mais de quelle surproduction parlaient-ils quand on sait que le paysan ne peut même pas acheter de produits de première nécessité ? Dans la conclusion de leur projet, les « quatre évangélistes » mettaient cette crise sur le compte du défaut de coordination et de prévision, comme si *toute* crise ne venait pas de là ; comme si une crise était possible en situation de parfaite « coordination » (c'est-à-dire où sont appliquées la rationalisation et la planification).

Les protestations élevées contre la « surproduction » sont fondées sur une notion assez naïve des mécanismes de l'économie de marché. Les crises de surproduction ne sont pas plus pensables dans le capitalisme classique, car on n'a jamais vu de saturation de la demande, attendu que le capitalisme *n'a jamais produit en quantité suffisante*. La

11 Lénine, Œuvres, tome 35.

surproduction ne se comprend qu'en fonction du *pouvoir d'achat* de la demande et par rapport au *niveau des prix*. Le problème ne saurait se poser dans d'autres termes. Il ne résout pas, du reste, l'autre *problème*, celui de la *fixation des prix* dans des conditions de monopole, du surprofit du monopole, de la possibilité de renoncer — en totalité ou partiellement — au surprofit en vue d'accélérer l'échange des marchandises, d'élargir le marché, et donc de mener une politique d'expansion industrielle.

Nous avons déjà examiné et analysé ce problème, quoiqu'à grands traits, dans l'article contre « la loi fondamentale de l'accumulation socialiste » du camarade [Préobrajenski](#).

Nous n'allons donc pas reprendre les termes de l'argumentation, nous contentant de voir comment les économistes de l'opposition ont critiqué la politique de réduction des prix prônée par le comité central.

Examinons, par exemple, les prémisses théoriques du camarade Préobrajenski qui exhorta dans ces termes les membres du Parti :

« Camarades ! nous ne devons pas mépriser la théorie dans notre parti ; pour entrer dans la phase de construction du socialisme, il faut que nous comprenions toutes les tendances économiques qui se déroulent sous nos yeux... Aujourd'hui, grâce à l'expérience que nous avons de l'économie soviétique, nous pouvons déjà constater la différence existant entre les lois de l'accumulation socialiste et les lois de l'accumulation capitaliste. L'accumulation capitaliste consiste essentiellement en ce que *chaque usine* en particulier — si elle a quelque importance et emploie des techniques avancées — l'emporte sur l'industrie et la production de l'artisanat *dans la lutte concurrentielle*. C'est l'acheteur-consommateur qui fixe le destin de *chaque mode de production en achetant les produits qui le satisfont le plus*. Ce phénomène se produit en général lorsque l'Etat n'intervient pas dans le processus (quoiqu'il offre son aide à l'industrie d'une autre manière).

« Pour nous, camarades, *notre position est bien différente*. Dans une situation de concurrence pure, nos usines (y compris tous nos trusts) sont exposées aux dangers d'une transformation progressive et d'une régression vers des entreprises de type capitaliste. Leur force ne réside pas tant dans le fait qu'elles puissent *de cette façon* (c'est-à-dire par la concurrence et des prix mieux adaptés) obtenir l'hégémonie, que dans la parfaite cohésion de l'économie étatique. Celle-ci l'emportera ainsi sur les Nepmen. » (*Protocoles de la XIII^e Conférence*, p. 34.)

Que ces paroles sont venimeuses ! Le problème de « l'abstention de l'Etat » a été ajouté par ceux qui n'étaient pas d'accord avec le point de vue du camarade Préobrajenski.

En quoi ses thèses sont-elles monstrueuses ? En ceci qu'elles *opposent* la « planification » — autrement dit l'unité relative de notre complexe économique d'Etat — à la politique de réduction des prix. Cette vue est absurde et réellement monstrueuse.

Au lieu de faire le raisonnement suivant : *puisque* notre industrie socialiste est supérieure à l'industrie capitaliste (chacun pouvant se concerter), nous devons *utiliser* cet état de choses pour *abaisser* constamment le prix des produits et obtenir *ainsi* la domination sur l'industriel et le commerçant privés, etc. ; le camarade Préobrajenski développe à *la place* la thèse suivante : *étant donné* que le capitaliste privé agit individuellement, pratique la concurrence et par conséquent gagne les acheteurs grâce à *des prix inférieurs*, attendu que l'individualisme, l'abstention, etc., n'ont pas cours chez nous [...], nous ne pouvons pas vendre à bas prix ; ce qui est, somme toute, une méthode capitaliste.

Splendide logique ! Grandiose conception de la tâche du prolétariat socialiste ! Non seulement l'opposition n'a pas compris ce qu'il fallait comprendre, mais elle s'est écartée *obstinément* du chemin véritable. Son mépris souverain de l'économie paysanne l'a empêchée d'apercevoir la solution si simple, si évidente d'une *réduction des prix*, condition nécessaire pour commencer à assainir vraiment l'industrie.

Dans cette XIII^e Conférence, le camarade Préobrajenski développe ensuite une très curieuse argumentation :

« Nous recevons des valeurs de l'extérieur grâce aux impôts directs ou grâce à une politique des prix appropriée. L'on comprend aisément que les impôts directs sont le moyen le plus dangereux, puisque ce sont eux qui brisent l'alliance avec les paysans. Nous pensons à un exemple concret : si l'on peut accumuler 300 millions par les impôts sur les paysans et 200 millions grâce aux *bénéfices* de l'industrie d'Etat, l'accumulation s'élèvera à 500 millions. Mais ne serait-il pas politiquement plus avantageux *d'obtenir la même quantité* d'accumulation en prenant aux paysans 200 millions à titre d'impôts et 300 millions grâce à une judicieuse politique des prix ? » (*Protocoles*, p. 35.)

Bien que convaincant à première vue, ce calcul économique présente une « petite » erreur : l'on suppose que certains facteurs restent constants.

Le camarade Préobrajenski ignore-t-il, par hasard, que l'on peut modifier *la vitesse de circulation* ? Ne sait-il pas qu'on peut augmenter les bénéfices en abaissant le niveau des prix, mais *en augmentant la quantité* des produits vendus (c'est-à-dire en élargissant le marché) ? Et comment peut-il prétendre qu'on ne peut pas accélérer la vitesse de circulation (celle-ci étant « constante »), car le volume de la production marchande demeure *invariable* ?

Avec un raisonnement aussi schématique, on aboutit à une impasse. Mais la science des économistes de l'opposition et la réalité de l'économie soviétique sont heureusement deux choses bien différentes. Le camarade Préobrajenski est victime Ici des préjugés monopolistes (mais c'est un problème qui le regarde).

Certains économistes bourgeois semblent tout de même avoir compris le problème. Dans le numéro d'octobre du *Journal des économistes*, par exemple, a été publié un article d'Yves Guyot sur « L'Augmentation du pouvoir d'achat par la baisse des prix¹² », dans lequel cet auteur formule la thèse (naturellement, sa terminologie n'est pas marxiste) selon laquelle « la baisse des prix par unité de produit augmente sa valeur globale parce qu'elle favorise la demande » (page 144 de l'article). Le camarade Préobrajenski osera-t-il affirmer que Guyot a voulu jouer un mauvais tour aux capitalistes français ?

Notre production doit prendre la direction suivante : accélération des *échanges*, élargissement du *marché*, expansion concomitante de la *production*, par conséquent possibilité de baisser les prix, d'élargir les marchés, etc. Cette politique est *indispensable* car il nous faut réaliser à tout prix l'alliance avec les paysans. Elle est *réalisable* parce qu'elle a l'avantage de pouvoir se libérer de la relative *planification* de notre économie d'Etat.

Le camarade Piatakov a déclaré à la XIII^e Conférence :

« Le problème de l'alliance est dans une large mesure un problème de rapport de prix [Dieu soit loué ¹³]... Nous voyons ainsi de quelle façon il faut aborder la régulation des prix. Nous avons là un exemple extrêmement significatif de la méthode à ne pas employer dans la direction de l'économie d'Etat. Nous pensions (nos conclusions l'ont montré) qu'il nous serait possible d'abaisser les prix au moyen d'un simple décret administratif obligeant les trusts à réduire leurs dépenses additionnelles et leurs bénéfices ; que la production en serait améliorée et que les prix pourraient enfin être diminués. Je considère cette opération comme irréalisable parce qu'elle ne dépend pas seulement de ces facteurs, *mais également de la quantité de produits* qui arrivent sur le marché... » (P. 25.)

Après avoir souligné que le commerçant privé vendra plus cher au détail si les prix de vente des trusts sont diminués, le camarade Préobrajenski arrive à la conclusion suivante :

« Ce n'est pas par cette régulation des prix que nous réaliserons l'alliance des paysans avec notre industrie, mais par l'accumulation de capital privé et l'alliance de l'exploitant privé avec les paysans. »

Quand le camarade Piatakov se lamentait sur la pénurie des produits, le camarade Smirnov, à son tour, déplorait qu'en automne « nous avons diminué notablement les crédits et obligé les organismes commerciaux à mettre sur le marché *toute la masse des produits* accumulés au cours de l'été, juste au moment où les paysans souffraient le plus des impôts agricoles » (p. 70).

Examinons d'abord le problème de la « quantité de produits » avant de revenir à celui de la crise.

Par rapport aux *besoins* de l'économie paysanne, il y a eu *certainement* surproduction. Par rapport au pouvoir d'achat des paysans, il y a eu surproduction. Dans ces conditions, comment se fait-il que la crise de la vente n'ait pas entraîné *spontanément* une baisse des prix ?

La réponse est très simple : la cause de cette situation est dans le *monopole* absolu de l'industrie, qui jouissait jusqu'alors d'un crédit d'Etat garanti et, de ce fait, n'était pas assez intéressée à baisser les prix dans la conquête du marché.

Cette situation privilégiée — qui avait *déjà* entraîné des phénomènes de corruption et l'hégémonie monopoliste —, cette situation eut ses apologistes en la personne des camarades de l'opposition. Pour dépasser cette hégémonie monopoliste, il fallait justement mettre fin à l'opposition du parti et à ses vues étroites et unilatérales qui l'empêchaient de regarder au delà des limites de l'économie d'Etat et en cela même *lui étaient nocives*.

Les avantages que pouvait en tirer le capital privé n'était qu'un sophisme mesquin brandi pour ne pas avoir à baisser les prix. En répandant le soupçon que « l'intermédiaire » privé pouvait empocher la différence, on augmentait *le courant et la propagande en faveur de la coopération*, on démasquait l'intermédiaire privé, on le dénonçait comme spéculateur, on créait un commerce particulier renforçant le commerce coopératif, etc. C'est le seul moyen de progresser. A celui qui a peur de ce combat, on peut appliquer le proverbe : « Tout se paye. »

De nombreux camarades de l'opposition ont soutenu que la « surproduction » entraînait la démobilisation de l'industrie. Cela se serait produit si la surproduction n'était pas liée à des prix absurdes (noyau essentiel oublié par ces camarades). Au contraire, c'est la thèse parfaitement adéquate du comité central qui l'a indéniablement emporté : obliger l'industrie d'Etat à sortir de son inertie et à *chercher* des marchés. Les prétentions monopolistes ont disparu, qui jugeaient la valeur du socialisme non dans ses efforts pour renforcer l'alliance avec les paysans, mais dans ses prérogatives administratives lui permettant d'atteindre n'importe quel objectif et — en cas de difficultés commerciales — de recourir à la caisse d'Etat pour obtenir des crédits en échange des services rendus à la patrie socialiste.

L'expérience a démontré la parfaite validité de la politique de réduction des prix. L'échange commercial s'est accru, l'industrie s'est remise en marche, l'accumulation du capital s'est élevée... Autrement dit, l'on a créé les conditions du développement futur de la production. Le tableau ci-dessous montrera clairement jusqu'à quel point l'on a pu baisser les prix tout en maintenant *les bénéfices* de l'industrie.

12 En français dans le texte (N.D.T.).

13 Exclamation de l'auteur (N.D.T.).

BAISSE DES PRIX DE VENTE

(du 1^{er} octobre 1923 au 1^{er} octobre 1924

prix indiqués en % par rapport aux prix d'avant-guerre)

| Industries | 1-10-1923 | 1-10-1924 | Baisse (en %) |
|---------------------------------------|------------------|------------------|----------------------|
| Cuir | 322 | 218 | 33 |
| Alimentation | 325 | 211 | 35 |
| Matériaux de construction | 304 | 208 | 32 |
| Métallurgie | 207 | 177 | 15* |
| Textiles | 271 | 177 | 32 |
| Combustibles | 210 | 173 | 18 |
| Electricité | 176 | 160 | 9 |
| Papier | 179 | 141 | 21 |
| Chimie | 175 | 124 | 29 |
| Pétroles | 117 | 101 | 28 |
| Pour l'industrie toute entière | 247 | 177 | 29 |

* 30,35 % si l'on tient compte des baisses enregistrées en octobre et novembre.

Il serait intéressant d'examiner la baisse des prix sur certains produits en particulier. Le prix des clous, par exemple, s'est abaissé de 47 %, celui des semelles en cuir de 48 %, celui des matières colorantes de 52 %, celui du drap de 61 %, la *machorka*¹⁴ de 71 %, les produits de l'industrie et de la laine de 46,5 %.

Cette diminution des prix a-t-elle ruiné notre industrie ? Il n'est absolument rien arrivé de ce genre. Au contraire, l'industrie a commencé pour la première fois à se développer rapidement. Il serait absurde par définition d'attribuer ce développement à la seule baisse des prix. Néanmoins, cette politique a favorisé l'accélération des échanges ; elle a éliminé les éléments monopolistes de stagnation et de dépression, conséquence de la déformation monopoliste de la politique économique dans l'industrie d'Etat ; elle nous a permis de surmonter la « crise de la vente ». Et l'on a pu restaurer l'échange commercial aussitôt après les premières baisses enregistrées dans les bourses de province et dans celle de Moscou. A l'automne 1924, enfin, l'offre suivait la demande.

Le tableau ci-dessous fera clairement ressortir l'expansion du commerce¹⁵.

| Volume des ventes des consortiums commerciaux pour l'année 1923-1924 | | | | | |
|---|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------|
| (les prix sont indiqués en milliards de roubles et en %) | | | | | |
| | 1 ^{er} trimestre | 2 ^e trimestre | 3 ^e trimestre | 4 ^e trimestre | totaux |
| VTS | 28 755,2 | 50 768,0 | 74 528,6 | 99 927,7 | 253 979,5 |
| | 100 | 176 | 259 | 347 | |
| VKS | 9 166,9 | 9 941,0 | 11 014,0 | 14 407,9 | 44 529,8 |
| | 100 | 108 | 120 | 158 | |
| Consortium du sel | 7 885,2 | 9 177,7 | 11 082,0 | 8 850,0 | 36 994,9 |
| | 100 | 116 | 140 | 112 | |
| Consortium du pétrole | 7 562,6 | 6 873,4 | 3 218,8 | 9 293,8 | 26 948,6 |
| | 100 | 90 | 42 | 123 | |
| Consortium de l'alimentation | 3 156,8 | 3 351,1 | 3 954,4 | 4 972,6 | 15 434,9 |
| | 100 | 106 | 125 | 157 | |

14 Type de tabac (Note de la MIA).

15 Ce tableau est fait à partir des renseignements du Vesenkha, Conseil supérieur de l'économie nationale qui s'occupa de l'industrie jusqu'en 1932 (note de l'éditeur).

| | | | | | |
|------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|-----------|
| Consortium des métaux | 1654,1 100 | 3 294,9 193 | 5 393,5 326 | 7 749,5 468 | 18 092,0 |
| Consortium de l'outillage agricole | 281,4 100 | 2 690,3 960 | 964,1 344 | 77,6 278 | 4 013,4 |
| Consortium des huiles végétales | 861,7 100 | 280,0 32 | 618,5 71 | 1 205,3 140 | 2 965,5 |
| Consortium du tabac | 397,7 100 | 855,5 217 | 1 597,4 405 | 1 975,2 501 | 4 825,0 |
| Consortium des allumettes | 855,9 100 | 52,4 6 | --- --- | --- --- | 908,3 |
| Consortium des graisses animales | 121,3 100 | 426,4 352 | 377,0 311 | 664,0 548 | 1 588,7 |
| Consortium des amidons | 44,1 100 | 26,7 60 | --- --- | --- --- | 70,8 |
| Consortium des conserves | 31,4 100 | --- --- | --- --- | --- --- | 32,4 |
| Consortium des métaux de l'Oural | 11 061,5 100 | 11 895,7 108 | 18 106,7 164 | 17 590,1 159 | 58 654,0 |
| TOTAUX | 71 835,8 100 | 99 633,1 138 | 130 855,0 182 | 166 713,7 233 | 469 037,6 |

Par une baisse des prix de 30 %, la production industrielle est passée de 1 191 millions de roubles d'avant-guerre à 1 548 millions ; elle a donc augmenté de 30 %. L'industrie légère n'est pas la seule à avoir été restaurée ; l'expansion de l'industrie lourde a commencé, elle aussi, et c'est elle qui produit la majeure partie du capital fixe du pays. La production de tissus de coton a augmenté de 43,8 %, celle de minerai de fer de 109,5 %, la fonte de 121,5 %, l'acier de 69,7 %, les aciers laminés de 51,9 %¹⁶.

Ces résultats n'ont pas été obtenus « malgré » le comité central, mais malgré *l'opposition* (quoique d'une façon relative) ; c'est-à-dire grâce à *l'appui* du comité central — dont la majorité posa le problème correctement.

A posteriori, il semble que presque tout le monde reconnaisse aujourd'hui que la diminution des prix s'est faite dans le sens d'une réduction des *coûts*. Les chiffres enregistrés dans le secteur du *textile* illustrent ce processus de façon significative. C'est dans le textile, en effet, que la baisse des prix a été la plus marquée (ce facteur n'est sans doute pas le seul, mais l'on ne peut nier son importance).

| DIMINUTION ANNUELLE DES COÛTS* | |
|--------------------------------|----|
| (en %) | |
| Industrie du coton | 49 |
| Industrie de la laine brute | 40 |
| Industrie du drap | 70 |
| Industrie de la laine peignée | 53 |
| Industrie du lin | 50 |

*Ces renseignements ont été tirés de l'avant-projet du Zugprom¹⁷ soumis au président du Vesenkha¹⁸, le camarade Dzerjinski.

Ce processus facilitera ensuite la baisse ultérieure des prix et, par conséquent, permettra de conquérir d'une manière stable le marché, essentiellement le marché paysan. Bénéficiant de tous *les avantages* provenant du caractère unitaire de l'économie d'Etat, utilisant toutes les possibilités de cette planification (qui n'est ni absolue, ni « intégrale »,

16 Prévisions de l'industrie d'Etat pour l'année 1923-1924 (supplément au bulletin statistique *Tsos Vesenkha*, n° 9).

17 Direction Centrale de l'Industrie d'Etat. 5Note de la MIA)

18 Conseil Supérieur de l'Economie Nationale (Note de la MIA)

ni parfaite), nous devons réduire les coûts et les prix, accélérer peu à peu l'échange des marchandises, employer toujours plus le capital, intensifier les interactions économiques entre la ville et la campagne, et *ainsi* renforcer la liaison entre la classe ouvrière et les paysans, en même temps que le développement de l'industrie d'Etat.

Comprenons que nos usines et domaines « publics » doivent être préservés du bureaucratisme tel qu'il existe dans l'Etat bourgeois, et ne doivent pas souffrir de la *limitation* du développement des forces de production, comme c'est le cas dans le *capitalisme monopoliste*. Nos véritables objectifs sont le développement maximum des forces de production, la satisfaction des besoins du peuple, l'expansion continue de la production. Dans ces conditions de marché, la méthode préconisant la diminution des prix peut être jugée « bourgeoise », de la même manière que la méthode de la guerre civile dans les conditions de révolution prolétarienne.

V. — La réforme monétaire

Nous avons étudié plus haut l'attitude des économistes de l'opposition vis-à-vis de la réforme monétaire. Ils repoussaient finalement cette réforme *comme prémisses nécessaires au développement de la « planification » de l'économie*.

Si nous réfléchissons sur cette position pour en analyser la cause profonde, nous retrouverons l'erreur fondamentale de la plate-forme de l'opposition : la méconnaissance du lien unissant l'industrie d'Etat et l'économie paysanne. Nous nous trouvons en réalité devant deux éléments :

Le premier est la sous-estimation du marché, des relations de marché et de la stabilité monétaire comme conditions nécessaires d'un bon échange de marchandises et donc de la production.

Le second est de *continuer à soutenir le sovnak*. Cette attitude s'accorde à la théorie de l'« accumulation socialiste » soutenue par le camarade Préobrajenski. L'émission de papier-monnaie est une forme larvée d'imposition fiscale (à ce propos, que le camarade Préobrajenski n'aille pas prétendre qu'il a été le premier à mettre en lumière cette vérité). Puisque l'accumulation socialiste doit dans une large mesure se faire dans ce sens (le camarade Préobrajenski en fait même la base de sa politique) et non dans le sens « bourgeois » d'une diminution des prix, il est inévitable qu'on soit tenté de soutenir le cher et précieux sovnak.

Il est probable que ces deux positions sont liées à certaines survivances du communisme de guerre, à l'incompréhension des *méthodes spécifiques* de notre politique dans les conditions d'une économie de marché, situation où la rapidité des échanges est un facteur important que seul un petit commerçant de province peut ignorer, mais jamais un « administrateur » conscient.

L'essentiel revient à savoir tracer la « ligne » suivante : il faut accepter la réforme monétaire. L'économie d'Etat sera comprise dans le plan, parce qu'on peut recourir au calcul dans des termes non monétaires et calculer en tchervonetz¹⁹ ; l'accumulation se fera aux dépens des « intermédiaires » : 1. à travers l'impôt sur l'émission (pour lequel il faut conserver le sovnak) ; 2. à travers une politique de prix élevés. Ces vues ne manquent pas de logique (logique fort particulière) ; elles conservent l'idée d'une « coordination » entre les tendances générales qui sont à la base de la politique économique d'une part, et le problème spécifique que représente la réforme monétaire de l'autre. Si l'on pense que la chute du sovnak s'est faite au détriment de l'économie paysanne (étant donné que le sovnak circulait à la campagne, tandis que les négociants plus importants utilisaient le tchervonetz), le tableau devient encore plus clair et plus révélateur.

C'est ainsi que la situation objective et la politique du bloc ouvrier-paysan ont rendu urgente et nécessaire la réforme monétaire, l'effort énergique pour restaurer l'économie monétaire. Pendant ce temps, la logique « planificatrice » des camarades de l'opposition tentait d'empêcher cette réforme, la menaçant des pires calamités si elle se réalisait rapidement.

Nous devons nous rappeler l'opinion de Lénine sur le problème de la stabilisation du rouble. [Au IV^e Congrès du Komintern](#), il déclara la chose suivante (ce fut là son avant-dernier discours public) :

« Ce qui importe réellement, c'est la stabilisation du rouble. Ce problème nous préoccupe, il préoccupe nos meilleurs cadres, et nous lui attribuons une portée décisive. *Si nous arrivons à stabiliser le rouble d'abord, pour une longue période, et puis pour toujours, nous aurons gain de cause.* »²⁰

Vladimir Ilitch pensait à la stabilisation du rouble soviétique. Mais les choses se sont passées d'une autre façon. Cependant, cela ne contredit pas dans l'absolu l'affirmation de Lénine. Il fallait une certaine audace pour réaliser la réforme monétaire ; il fallait renoncer à la « dictature de l'industrie », lancer un appel aux masses ouvrières pour qu'elles consentent un nouveau sacrifice temporaire jusqu'à ce que soit dépassée la phase la plus critique de la réforme. *Bien que* lié au déroulement du processus, ce problème *devait absolument* être résolu et tout le reste devait lui être

19 Monnaie soviétique entre 1921 et 1924.

20 Lénine, « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », rapport présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, le 13 novembre 1922, Œuvres, t. 33, p. 434.

subordonné. Mais nos opposants non seulement n'ont pas compris toute *la gravité* du problème, non seulement ont refusé de lui subordonner tout le reste, mais ils ont aussi sabordé idéologiquement la réforme en prédisant au parti la ruine prochaine du pays et l'effondrement du tchervonetz qui était exsangue et presque insignifiant à l'époque.

A la séance du Tsik (Comité exécutif central), le camarade [Smirnov](#) affirma au cours de la discussion sur le rapport du Narkomfin qui eut lieu en séance partielle :

« Dans une situation financière aussi compromise, il est extrêmement dangereux de vouloir imposer une circulation monétaire sur la base du tchervonetz dont l'émission ne peut se faire arbitrairement [...]. Lorsqu'on aura touché les recouvrements de l'automne [...], lorsque l'habituelle diminution des échanges se produira, la mince couverture du soznak disparaîtra. Ce moment sera critique pour le tchervonetz²¹. »

Le 11 septembre 1923, le camarade Smirnov arrivait à la conclusion suivante dans un mémorandum présenté au bureau politique :

« En de pareilles circonstances, nous devons *dès maintenant* prendre en considération l'inéluctabilité de la liquidation du rouble soviétique et *la conversion du papier-monnaie en monnaie dévaluée, avec toutes ses conséquences.* »

Dans un autre mémorandum, le même camarade parle de la situation en termes de *catastrophe* :

« A brève échéance pour le rouble soviétique, et plus tard pour le papier-monnaie lui-même, ce serait la pire des catastrophes pour l'économie nationale en général et pour le budget d'Etat en particulier. »

On retrouve la même opinion dans le troisième mémorandum du camarade Smirnov. La situation présente sur tous les plans une allure catastrophique.

L'argument pratique que brandissent les camarades de l'opposition était que, en situation de budget déficitaire, il faut recourir à une émission « extraordinaire » de tchervonetz et, par conséquent, provoquer une nouvelle dévaluation monétaire par un autre système. Cette argumentation est d'une logique indiscutable, mais à la condition qu'on prenne les prémisses particulières de l'opposition comme point de départ.

En effet : *si* les protestations élevées contre la « dictature du Narkomfin » avaient été justifiées, autrement dit *si* les tenants de la « dictature de l'industrie » contre le « caractère autonome de notre politique financière » avaient eu raison (comme l'affirmait le camarade Trotsky dans sa première lettre aux membres du comité central), alors, oui, la réforme monétaire eût été vouée à un échec inévitable.

C'était là faire des choix préalables. La réforme monétaire supposait « un plan financier rigoureux », une diminution de toutes les prévisions, une réduction des dépenses au minimum, etc. Une vague de protestations s'éleva contre ces mesures, comme s'il s'agissait d'une politique financière arbitraire. Mais le caractère « arbitraire » de ces mesures était un présupposé nécessaire à la réalisation effective de la réforme monétaire. Le contraire se serait produit si l'on avait suivi la ligne préconisée par les camarades Préobrajenski, Piatakov et autres. (Le problème de l'actif lui est lié. Nous ne pouvons pas l'analyser ici. Qu'il nous suffise de signaler que la polémique menée contre le budget actif semblait défendre des positions prises sur le plan de la réforme monétaire.)

L'expérience a également démontré que les camarades de l'opposition avaient « mis la charrue avant les bœufs ».

A la XIII^e Conférence, où l'opposition battait déjà en retraite (rappelons que le camarade Piatakov avait parlé ici en termes généraux de la politique économique « adéquate » du comité central, alors que dans la déclaration des 46 cette politique avait été définie comme étant « exactement le contraire »), le camarade Préobrajenski fit rapidement marche arrière : « Au cours de la discussion, affirma-t-il, nous ne sommes pas intervenus contre la réforme financière, dans la mesure où nous étions arrivés par nous-mêmes à la conclusion qu'elle était nécessaire. » (*Protocoles*, p. 37.)

Ils ne sont pas intervenus *contre*, soit. Mais *en faveur de quoi* sont-ils intervenus ? Et n'ont-ils pas diagnostiqué quelque déficience ? Ni pour, ni contre, alors ? Il est évident que ces camarades étaient objectivement *contre* la réforme.

« Depuis l'été, poursuivait le camarade Préobrajenski, le comité central avait été averti par de nombreux camarades que [...] la coexistence des deux valeurs n'était pas possible, que le tchervonetz prévaudrait sur le soznak, et que nous serions objectivement (!) acculés à adopter une monnaie stable dans une situation de budget passive, ce qui entraînerait un certain (!!) risque pour la réforme. »

Les lecteurs l'auront sans doute remarqué, il s'agissait *alors* de la « pire catastrophe », non d'un « certain risque ». En somme, comment pouvait-on — dans les conditions d'alors — équilibrer le budget sans pratiquer une politique *financière* stricte, sans surmonter la crise, sans entreprendre l'assainissement de l'industrie et du commerce ? Et comment pouvait-on « normaliser », équilibrer le budget, sans passer par la réforme monétaire ? « Attendre », au moment où nous étions au bord d'une nouvelle rupture de l'alliance entre la ville et la campagne, aurait en réalité *condamné à un échec assuré* la renaissance de notre économie.

Malgré cela, le camarade Préobrajenski ne s'avoua pas vaincu ; dans la même conférence, il se consola en

21 Rapport de Krijanovsky (du Gosplan) sur le « problème des déphasages » et les interventions sur les rapports du Gosplan, du Narkomfin et du Vesenkha en session restreinte du R.K.P.(G), *III^e Séance du Tsik de l'U.R.S.S.*, p 33.

disant : « Sur le front économique, il peut se produire des événements qui nous permettront de surmonter pareilles difficultés et nous veillerons à éviter tous les écueils. Néanmoins, le risque demeure encore de devoir adopter une monnaie stable dans une situation de budget passif. » (p. 37.) Et il ajoute : « La méthode elle-même qui préside à cette réforme monétaire prouve la spontanéité, l'absence de planification de notre économie. »

Aujourd'hui, toutes nos illusions se sont évanouies. Il ne nous reste plus *le moindre espoir*. Même les opposants acharnés « qui refusent tout » sont obligés de reconnaître *le succès de la réforme monétaire soviétique*. C'est un fait indiscutable à présent. La politique « spontanée » du comité central est parvenue à stabiliser la monnaie *effectivement*, tandis que les prophéties « planifiées » sur la catastrophe monétaire ne furent pas plus réalistes que celles qui avaient prédit la ruine générale à cause de l'inutile comité central de notre parti.

Un exemple chiffré est extrêmement significatif à cet égard : en avril 1922, la valeur-or de toutes les monnaies soviétiques atteignait la somme globale de 40 millions de roubles. Le 1^{er} janvier 1924, ce sont 302 millions de roubles qui étaient en circulation ; le 1^{er} octobre 622 millions²²; le 11 décembre 1924, le chiffre s'était élevé à 525 millions²³.

L'accroissement du volume monétaire accompagné du développement des échanges commerciaux est typique d'un processus avancé de relèvement économique. Le pouvoir d'achat du rouble n'a pas diminué, sa position par rapport au dollar et à l'or s'est stabilisée, le tchervonetz représente à présent une valeur « normale » qui est cotée « normalement » dans les bourses étrangères, etc.

L'extension du commerce permet à son tour d'augmenter l'émission sans altérer la « stabilité » de la valeur. Ce processus de transformation est en cours à travers tout l'organisme économique. Dans le secteur de *l'industrie*, la comptabilité économique, le calcul des coûts, des bénéfices, les prévisions et les programmes de production dans les entreprises, etc., sont devenus possibles. Les dommages causés par la dévaluation ont cessé. La faculté d'orienter réellement la vie économique est revenue. Le système de rétribution a été révisé et le salaire réel des ouvriers n'a pas été diminué. L'estimation de tous les facteurs de *la production agricole* est maintenant possible et l'accroissement de la production se trouve stimulé, car le secteur « marchand » de l'économie paysanne semi-naturelle s'agrandit. Dans le secteur des *échanges*, on a créé un pont entre la ville et la campagne. Pour la première fois, l'on a rendu possible l'activité normale du *crédit* sous toutes ses formes. Les transactions bancaires ont repris, tel l'emploi des dépôts privés apportés par les paysans (ce qui favorise une accumulation accélérée sous la direction de l'Etat prolétarien). *Le budget d'Etat*, enfin, est en voie de rééquilibration.

Analysant dans un autre contexte le problème du « plan », nous faisons remarquer l'importance extrême de l'équilibration de notre *budget d'Etat*. A cause de sa structure *spécifique*, notre budget constitue une espèce de trésorerie centrale du système économique national. Nous ne pouvions envisager de plan réel (ces deux mots ont un sens relatif) *avant* d'avoir équilibré le budget (et nous ne pouvions y parvenir avant d'avoir procédé à la réforme monétaire). Malgré nos efforts de « coordination » entre les différents programmes, tous ceux que nous aurions pu appliquer étaient destinés à s'effondrer à cause du chaos monétaire.

De cette façon et en dépit de l'opposition, nous avons fait — grâce à la liaison avec les paysans — un autre pas en avant vers l'économie planifiée.

VI — L'accumulation socialiste et la lutte contre le capital privé

Dans l'analyse des discussions sur la politique des prix, nous faisons allusion au problème de l'accumulation socialiste, en même temps qu'au texte polémique du camarade E. Préobrajenski contre « la loi fondamentale de l'accumulation socialiste ». *Dans le cas présent*, ce problème est lié non seulement à la politique des prix, mais également à la question du *capital fixe*. Il n'est pas difficile de comprendre que ces problèmes dépendent les uns des autres et que leur solution peut varier selon le sens initial qu'on donne au rapport entre économie d'Etat et économie paysanne individuelle. Il ne fait aucun doute que l'industrie ne doit — dans une certaine mesure — être soutenue par le budget d'Etat. Mais en faisant abstraction *des conditions et limites* de sa réalisation, on laisse ouverte la discussion sur *le contenu fondamental de notre politique industrielle*. L'on propose *deux modes* d'accumulation socialiste : celui de l'opposition et le mode orthodoxe. Je voudrais d'abord les définir, puisque ces « méthodes » reflètent en même temps deux *lignes politiques*. L'on peut dire que :

1. L'opposition tend généralement à soutenir un bénéfice unitaire élevé ; le comité central, au contraire, défend un bénéfice minimum par unité de produit, ce qui élargit le marché et aurait donc apporté *une masse* globale de bénéfice plus importante.

2. Ces positions peuvent se formuler de la façon suivante : l'opposition veut des superbénéfices à l'affiche, tandis que le comité central vise une baisse des prix et l'élargissement du pouvoir d'absorption du marché paysan.

3. On peut encore formuler ces positions d'une autre façon : le centre de gravité de la politique de l'opposition est

22 Cf. Sokolnikov, *Bjudzet y Valiuta*, éd. Ekonomicheskaja Zizn, 1924, p. 52.

23 Konjunkturny Bjuulleten Soveta Sezdov, n° 9.

dans l'appui monopoliste de l'Etat au détriment et à la place de tous les facteurs économiques réunis, du progrès technique, du développement des forces de production ; alors que le comité central accorde une extrême importance à ces facteurs.

4. Dans le domaine des finances, l'opposition propose des subventions d'Etat ; le comité central le crédit bancaire.

5. L'opposition pense que l'industrie peut acquérir *rapidement* des moyens énormes par une politique de prix élevés, alors que le comité central propose la *mobilisation* générale de tous les facteurs de production, la *vitesse* des échanges, *l'intensité* de l'utilisation du capital.

Tel est le contenu des divergences entre les deux « politiques industrielles » qui s'affrontèrent dans la discussion de l'année dernière. On a dit souvent que l'opposition défendait la politique du bénéfice élevé et du rythme rapide de l'accumulation socialiste, tandis que le comité central soutenait un bénéfice minimum et un rythme lent de l'accumulation socialiste. A force d'être employées, ces définitions devenaient à la fois fausses et justes : en fait, c'étaient des définitions *vulgaires*, car elles n'exprimaient pas l'essence du problème, mais s'en tenaient aux phénomènes superficiels. Le comité central ne défendait pas la thèse du bénéfice minimum absolument parlant, mais celle du bénéfice minimum *par unité de produit*. Le comité central n'approuvait nullement l'accumulation socialiste lente, mais s'ingéniait à *ne pas perdre le contact* avec l'économie paysanne et, en dernière analyse, à obtenir un rythme plus rapide d'accumulation.

Les gens ne se rendent souvent pas compte que ce problème ne peut être considéré dans la perspective d'un seul cycle de capital, mais dans celle de *plusieurs* années et d'une série de cycles de capital ; un cycle de capital social ou de capital global dans l'industrie d'Etat n'est qu'un simple maillon de la chaîne. Il est absurde de penser que la durée d'un cycle de capital — qui comprend le « temps de production » — est une quantité préétablie et immuable. La méconnaissance de ces vérités entraîne une conception erronée des mesures susceptibles de garantir l'accumulation socialiste *optimum*. Si nous obtenons des bénéfices élevés par des prix eux-mêmes élevés à *l'affiche* ; si nous limitons en même temps la faculté d'absorption du marché intérieur et freinons son développement ; si nous entravons ainsi l'accélération du cycle de capital ou l'obligeons à être lent (c'est-à-dire si nous prolongeons la durée des échanges, comme dans le cas où un produit reste stocké en magasin plus longtemps qu'il ne faut, où il attend l'acheteur et exige de plus grands « frais de stockage », etc.) ; si nous consommons ainsi les énergies destinées aux progrès techniques et à la recherche des moyens pour diminuer les coûts ; alors nous *finirons par être perdants*, car le *rythme d'accumulation se ralentira inexorablement*. Au contraire, si nous obtenons un pourcentage moins important par unité de produit, mais que nous développons chaque année davantage le marché paysan (agissant à son tour sur la production) ; si, avec moins de bénéfices, nous accélérons en même temps le rythme du capital, en diminuant autant le « temps de production » que la « durée des échanges » ; si nous renforçons l'influence réciproque entre la ville et la campagne, entre l'industrie d'Etat et l'agriculture, entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne ; alors — et bien que ce processus soit plus lent — nous pourrons atteindre et surmonter *en grande partie* le rythme de l'accumulation prédit par la première thèse (celle de l'opposition) de notre politique économique. Mais, pour le comprendre, il faut regarder plus loin que ses pieds, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde ; il faut sortir de ses conceptions « sectaires » et considérer l'ensemble des éléments de l'économie dans leurs connexions et interdépendances, dans leur dynamique réciproque.

Bien que sous une autre forme, Lénine formula la même idée au [XI^e Congrès du parti](#) :

« Il faut nous allier à la masse paysanne, aux simples paysans travailleurs, et avancer beaucoup moins vite, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé, mais en revanche de telle sorte que réellement *toute la masse* avancera avec nous. Et alors il arrivera un moment où *ce mouvement marquera une accélération comme nous ne pouvons pas même la rêver aujourd'hui*. C'est, selon moi, la première leçon politique essentielle qui se dégage de la nouvelle politique économique²⁴. »

N'est-ce pas là l'expression *politique* des thèses *économiques* défendues effectivement par le comité central dans la discussion de l'année dernière ? Il s'agit du « rythme d'accumulation ». Mais le problème de la reproduction du *capital fixe* est lié au précédent. A cet égard, les débats polémiques du passé sont en relation directe avec les problèmes pratiques et pressants du moment.

Il est significatif que, dans ce problème également, les camarades de l'opposition perdent le fil de leur discours et achoppent « justement sur ce point ». Le camarade Piatakov, par exemple, brosse de la façon suivante le tableau général du processus de reconstitution du capital fixe : « Je déclare qu'une solution entièrement satisfaisante de ce problème reste difficile à trouver ou, plus exactement, qu'elle appartient à une autre instance : l'entrée de l'U.R.S.S. dans un système économique *socialiste* qui puisse s'étendre au monde entier [...]. Puisque le capitalisme prédomine dans les autres pays, il ne nous reste que cette alternative difficile et pleine de contradictions internes : résoudre le problème par nos propres moyens, avec nos propres forces²⁵. »

Il est vrai que la solution de nos problèmes semble difficile et plutôt douloureuse. Mais la thèse qui étend le système socialiste au monde entier simultanément et dont la mise en œuvre serait de ce fait fort simple, cette thèse

24 Lénine, « Rapport politique du comité central du Parti communiste (bolchevique) de Russie » (27 mars 1922, Œuvres, Ed. sociales, Paris, 1963, t. 33, p. 276.

25 I. Piatakov, « Le problème de la reproduction du capital fixe », *Problema Oanovnogo Kapitala*, éd. Vesenkha,

singulière se montre en accord avec la théorie de la révolution permanente du camarade Trotsky qui veut qu'« à l'échelle mondiale » les contradictions entre classe ouvrière et paysans disparaissent immédiatement (à ce sujet, voir notre article sur la théorie de la révolution permanente).

Il faut choisir l'un ou l'autre : ou l'on parle d'un « système » socialiste « mondial » renforcé, et alors le problème disparaît car ce renforcement suppose qu'il a été résolu au préalable dans ses grandes lignes ; ou nous nous plaçons dans la perspective de la récente prise de pouvoir, autrement dit dans la période de la « jeune » dictature. Dans ce cas (situation où le problème se pose *effectivement*), nous pensons aussi à ce qui pourrait se passer « à l'extérieur » de notre pays. Pourquoi le même problème ne se poserait-il pas à l'étranger ? N'avons-nous pas connu ici même des destructions de capital fixe, et n'y a-t-il pas eu d'autres destructions à l'époque de la guerre civile ?

De même que le camarade Trotsky n'a pas étudié avec assez de soin le problème dans une vraie perspective *sociale de classe*, de même le camarade Piatakov frôle le problème sans le résoudre : il est évidemment *ridicule* de parler de solution « facile », « extrêmement » facile, du problème dès l'instant où on l'envisage « à l'échelle mondiale ».

Une « chute » de la reproduction du capital fixe s'est produite chez nous comme à l'étranger. L'étranger a donc aussi à résoudre ce problème. C'est vivre dans les nuages et l'abstraction pure que de l'ignorer.

Cependant, il est hors de doute qu'il serait fort avantageux pour nous que le monde extérieur devienne socialiste. *En quoi consisterait* cet avantage ? Quelles seraient les perspectives de développement accéléré d'une économie socialiste européen-asiatique (et pourquoi pas mondiale) ? *Une union plus étroite* se créerait entre les secteurs économiques complémentaires qui demeuraient séparés et *isolés* dans le mode bourgeois de production (et ses organismes étatiques). Accélération et facilitation de *l'échange des biens*, possibilité de stimuler *les échanges* économiques : telle serait la base sur laquelle nous pourrions atteindre et dépasser l'ancien niveau, et nous acheminer vers le développement de plus en plus rapide et puissant des forces de production. L'économie planifiée favoriserait considérablement ce processus qui, à son tour, exigerait le développement de la planification et des éléments rationnels du processus économique.

Mais les camarades de l'opposition n'ont pas encore compris cet aspect de la question. Il est typique que le camarade Piatakov pose le problème d'un point de vue purement *statistique*. Il existe, selon lui, « quatre sources possibles pour combler le manque de valeur » (valeur qui n'a pas été produite ; le capital fixe, comme on sait, « ayant été consommé pendant la guerre et la révolution ») :

1. l'accumulation de fonds d'amortissement d'après des critères de bénéfice qui ne dépassent pas le niveau normal de reconstitution du capital fixe ;
2. le renforcement de la production et l'accumulation de la plus-value ouvrière ;
3. l'obtention de la plus-value paysanne ;
4. les emprunts à l'étranger.

Un autre économiste de l'opposition, le camarade Byk, ajoute ceci : « Le camarade Préobrajenski a tout à fait raison de dire que les sources de l'accumulation doivent provenir *le moins possible* de la base de production [l'auteur veut dire : « de la base de production de l'industrie d'Etat »] et *le plus possible* de l'extérieur du processus de production²⁶ » [nous ne sommes pas responsables de cette terminologie absurde]. Pas un mot *sur la vitesse des échanges* ! Pas un mot sur l'emploi du capital ! Pas un mot sur ce problème encore plus important, *d'une importance exceptionnelle* ! Tout ce que l'industrie socialiste reçoit et recevra de l'extérieur doit être employé en vue *d'intensifier l'emploi du capital*. Les auteurs en question ne font même pas allusion au problème central !

Notons également chez eux — c'est typique de leur position — la prédominance de la conception *statistique*, fondée sur *l'isolement de l'industrie*. Si l'on peut tirer de l'eau d'une « autre source », celle-ci n'en doit pas moins être alimentée ; l'on parle de *fécondation réciproque* et, par conséquent, d'une répartition *étendue* qui est loin d'être simple. Dangereuse sur le plan pratique, la position de ces camarades découle directement de leurs conceptions générales. L'on est stupéfait qu'ils ne s'en soient pas encore aperçus !

Soyons juste : nous devons reconnaître de bonne grâce que notre ami Piatakov a commencé — enfin ! — de s'approcher du problème, qui a enfin cessé d'être invisible à ses yeux.

Nous avons devant nous une copie mécanographiée du rapport que présenta le camarade Piatakov au plénum des conseils économiques de la République et des sections régionales de l'industrie. Et savez-vous, chers lecteurs, à quelle « conclusion fondamentale » parvient le camarade Piatakov « d'après l'analyse de presque un an de recherches » ? Sa « conclusion fondamentale » (*fondamentale*, ne l'oublions pas !) est que nous avons encore « d'importantes, d'immenses ressources cachées » à notre disposition. « La première de ces ressources est le capital immobilisé des entreprises d'Etat ; la seconde est *la vitesse insuffisante de circulation du capital*. »

« Mieux vaut tard que jamais » c'est certain. En guise d'exemple, le camarade Piatakov reproduit les données

26 J. Byk, « Le Contrôle du fonds d'amortissements », *Problema Osnovnogo Kapitala*, op. cit.

suivantes relatives à l'immobilisation de certains moyens de circulation :

| INDUSTRIES | Valeurs en circulation en millions de roubles | Valeurs immobilisées en millions de roubles |
|------------------------------------|---|---|
| Charbons | 29 | 17 |
| Pétroles | 157 | 82 |
| Electrotechnique | 64 | 21 |
| Bois | 43 | 16 |
| Cellulose | 18 | 16 |
| Caoutchouc | 52 | 32 |
| Globalement pour toute l'industrie | 1 012 | 737 |

Accordons la plus grande attention à ce que dit le camarade Piatakov au sujet de la vitesse de circulation :

« Le second élément auquel *nos économistes ne prêtent quasiment aucune attention* [...] est la vitesse de circulation de notre capital [...]. Je ne me réfère pas à la circulation monétaire du capital, mais au mouvement matériel des valeurs, à la transformation des valeurs de monnaie en moyens de production, en force de travail, en produits et *vice versa*. Le temps et la vitesse de transformation de la monnaie n'ont pas été assez étudiés par nous...

« Quel résultat avons-nous enregistré cette année [au lieu de la ruine complète !] ? L'année dernière, dans les trusts de la cellulose et du papier, la vitesse a été de 1,53, c'est-à-dire que le capital du trust a effectué 1,53 cycles en un an. Cette année, la vitesse de circulation a été de 1,85. L'augmentation semble insignifiante ; mais que représente-t-elle vraiment ?... D'après mes calculs, nous obtenons les chiffres suivants : l'augmentation de 1,53 à 1,85 de la vitesse de circulation a entraîné un accroissement de production de... 113 millions de roubles; autrement dit, *nous avons obtenu effectivement un capital circulant supplémentaire de 75 millions de roubles.* »

Tout ceci est parfaitement exact ; et c'est un problème *central* qui s'applique directement à celui de la reconstitution du capital fixe.

Mais... cela est en *contradiction* flagrante avec les thèses fondamentales de l'opposition et *confirme* la justesse de la politique du comité central qui « n'a pas donné de résultats satisfaisants ». Celui qui n'a pas donné satisfaction est, en fait, le camarade Piatakov.

Les réflexions que nous livre Piatakov chaque année sont que la vitesse de circulation joue un rôle décisif, mais que « nos économistes n'y prêtent aucune attention ». Et pourquoi négligent-ils ce problème fondamental ? Tout simplement parce que, dans un récent article sur *le problème de la reproduction du capital fixe* (article de caractère théorico-pragmatique), le camarade Piatakov ne fait même pas allusion aux résultats tirés « d'observations récentes et d'intuitions affectives ».

Mais d'où provient la cécité de tant d'« économistes » ? Voyez vous-mêmes, chers camarades ! Notre analyse (nous ne la faisons pas qu'une fois par an !) l'a clairement montré : c'est l'attitude étroite et bornée de certains de nos camarades qui les empêche de voir plus loin que la sphère de l'industrie et fait qu'ils ne comprennent rien au problème de la liaison avec les paysans pour laquelle tous, aujourd'hui, nous nous battons.

Beaucoup d'économistes « ne font pas attention » à ce problème car ils n'estiment pas à sa juste valeur le rapport industrie-économie paysanne et s'en remettent aveuglément au budget et à la situation du monopole. Ce n'est qu'en renonçant à leur idéologie étroite qu'ils arriveraient à comprendre quelque chose. Cependant, la crise de l'année dernière associée à nos efforts pour rééquilibrer les prix est arrivée à « mettre un peu de dialectique » dans l'esprit de « certains économistes »...

Le développement général de notre économie et de son axe, *l'industrie étatique-socialiste*, a accéléré *le commerce et la coopération*. Il a revêtu ainsi une forme beaucoup plus concrète : la lutte *contre le capital privé* qui est essentiellement, comme chacun sait, le capital *commercial*.

Au cours des opérations réalisées à la Bourse commerciale de Moscou²⁷, l'incidence du capital privé est passée, d'octobre 1923 à août 1924, de 12,2 % à 5,5 % dans le secteur des ventes, et de 20 % à 10,7 % dans le secteur des

²⁷ Le Commerce intérieur de l'U.R.S.S. des années 1922-1923 et 1923-1924, (extrait des renseignements statistiques présentés à la II^e Session du Tsik de l'U.R.S.S.), éd. Narkomvnutorga, p. 27, 28 et 30.

achats.

En ce qui concerne les 70 bourses de province, l'incidence du capital privé est passée de 13,5 % à 7,1 % pour les ventes, et de 17,2 % à 10,1 % pour les achats.

Le même processus d'élimination du capital privé se remarque avec évidence dans les opérations de crédit.

REPARTITION DU CREDIT PAR GROUPES DE CLIENTS DANS QUATRE BANQUES

(Gosbank, Prombank, Roskombank, Mosgorbank)

| | 1 ^{er} octobre 1923 | | 1 ^{er} octobre 1924 | | % sur le total du 1-10-1923 |
|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|--------------------------------|
| | Milliards de roubles | % sur le total | Milliards de roubles | % sur le total | |
| Industrie d'Etat | 155 565 | 46,6 | 391 995 | 54 | 252 |
| Commerce d'Etat | 36 753 | 11,0 | 75 860 | 10,4 | 206,4 |
| Autre organisme d'Etat | 14 531 | 4,3 | 32 380 | 4,5 | 222,8 |
| Coopératives | 58 853 | 17,6 | 112 197 | 15,5 | 190,6 |
| Organismes de crédit | 21 766 | 6,5 | 56 269 | 7,7 | 258,5 |
| Privé | 26 963 | 8,1 | 10 373 | 1,4 | 38,5 |
| Non répartis entre les groupes | 19 704 | 5,9 | 47 259 | 6,5 | 239,9 |
| Totaux | 334 135 | 100 | 726 333 | 100 | 217,4 |

Aujourd'hui, il serait difficile à un camarade d'affirmer sérieusement que le capital privé a renforcé ses positions par rapport à l'année dernière. Dans ce domaine comme dans tous les autres, les prédictions de l'opposition n'ont pas été heureuses. L'expérience de cette année montre bien plutôt combien l'on a exagéré dans notre lutte contre le capital privé et combien cette « exagération » a produit un vide que *notre* commerce étatique et la coopération n'ont pu combler. Le capital privé a abandonné la pure spéculation pour se lancer dans l'approvisionnement en céréales et en matières premières. Mais cela est une autre question. Cette expérience nous démontre la nécessité de tempérer le zèle administratif, pour concentrer nos efforts sur l'activité économique.

Nous sommes arrivés au terme de notre analyse de la plateforme économique de l'opposition. Comme nous l'avons vu, les divers éléments de cette plate-forme ne sont pas (et n'ont pas été) des rectifications plus ou moins « déplacées » d'erreurs commises par les dirigeants du parti. Tous les « amendements » (imposés par l'opposition) présentent le même caractère, la même *ligne*. Et le principal objet de notre exposé a été précisément de chercher cette ligne, de la mettre en lumière et de la faire saisir à tous nos lecteurs. Nous ne nous sommes pas seulement contentés de *l'indiquer*, nous avons aussi essayé de *démontrer* combien elle est erronée et les résultats auxquels elle peut mener.

Il est évident que l'opposition, une fois de plus, n'a pas compris le problème fondamental de notre tâche : *le bloc ouvrier-paysan*. C'est le vice organique de tout le trotskysme.